

Acheteur public : [Ministère de la Culture](#)

Direction service : [Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne](#)

Cahier des charges administratives particulières

Numéro de la consultation : [2025S002](#)

Objet de la consultation : [Accord-cadre multi-attributaires pour l'organisation de voyages d'étude en France et à l'étranger pour les étudiants de l'ENSAB et leurs accompagnateurs.](#)

Sommaire

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1 Acheteur.....	4
1.2 Caractéristiques principales de l'accord-cadre.....	4
1.2.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2.2 Allotissement	4
1.2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	4
1.2.4 Durée de l'accord-cadre.....	4
1.2.4.1 Cadre général	4
1.2.4.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	4
1.2.4.3 Fractionnement des prestations.....	4
1.2.4.3.1 Tranche ferme.....	4
1.2.4.3.2 Tranche optionnelle	5
1.2.5 Lieu d'exécution.....	5
1.2.6 Documents contractuels.....	5
1.2.7 Marchés de prestations similaires	5
1.2.8 Régime financier.....	5
1.2.8.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre.....	5
1.2.8.2 Taux de TVA.....	5
1.2.8.3 Monnaie	6
1.2.9 Dispositions diverses	6
1.2.9.1 Pilotage	6
1.2.9.2 Relation Fournisseurs	6
1.2.10 Notification des informations.....	7
1.2.10.1 Représentation de l'acheteur	7
1.2.10.2 Représentation du titulaire.....	7
1.2.10.3 Echanges dématérialisés	7
1.2.11 Langue.....	7
1.2.12 Autres obligations administratives	7
1.2.13 Modification de l'accord-cadre.....	8
1.2.14 Résiliation de l'accord-cadre	8
1.2.15 Exécution aux frais et risques du titulaire	9
1.2.16 Litiges et contentieux.....	9
ARTICLE 2 - MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
2.1 Modalités de passation des marchés subséquents.....	9
2.2 Obligation de réponse.....	13
ARTICLE 3 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	13
3.1 Forme des marchés subséquents.....	13
3.2 Fractionnement des prestations	13
3.2.1 Tranche ferme.....	13
3.2.2 Tranche optionnelle	13
3.3 Durée des marchés subséquents	13
3.4 Délais d'exécution des marchés subséquents.....	14
3.5 Pièces constitutives des marchés subséquents.....	14
3.6 Conditions d'exécution	14
3.7 Modalités financières	14
3.7.1 Avances	14
3.7.2 Prix des marchés subséquents.....	15
3.7.3 Répartition des paiements	15
3.7.4 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	15
3.7.5 Intérêts moratoires	15
3.7.6 Présentation des factures	16
3.7.7 Modalités de facturation	16
ARTICLE 4 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	17
4.1 Les exigences relatives aux prestations	17
4.2 Obligations du titulaire	17
4.2.1 Obligation de conseil	17
4.2.2 Obligation d'information	17
4.2.3 Confidentialité et secret des affaires	17
4.2.4 Mesures de sécurité.....	18
4.2.5 Responsabilité du titulaire.....	18

4.2.6	Mesures d'interopérabilité.....	18
4.3	Considérations sociales	18
4.4	Considérations environnementales	18
4.5	Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	19
4.6	Traitement de données à caractère personnel	19
4.7	Primes.....	24
4.8	Pénalités	24
4.8.1	Pénalités de retard.....	24
4.8.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	25
4.8.3	Pénalités liées aux considérations sociales.....	25
4.8.4	Pénalités liées aux considérations environnementales.....	25
4.8.5	Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre	25
4.8.6	Pénalités relatives aux achats de prestations intellectuelles.....	25
4.9	Paieement par carte d'achat	25
4.10	Service fait présumé.....	25
4.11	Sous-traitance.....	25
4.12	Assurances	26
4.13	Autres obligations administratives	27
4.14	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	27
4.15	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	30
ARTICLE 5 -	ANNEXES	30
ARTICLE 6 -	DEROGATIONS	30

Article 1 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1.1 Acheteur

Le présent accord-cadre est porté par :

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE BRETAGNE (ENSAB)

44 boulevard de Chézy

35064 - RENNES Cédex

SIRET : 193 500 899 00029

Tél : 02 99 29 68 00

Elle est représentée par Monsieur Didier BRIAND, son directeur.

1.2 Caractéristiques principales de l'accord-cadre

1.2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord cadre a pour objet l'organisation de voyages d'étude en France et à l'étranger pour les étudiants de l'ENSAB et leurs accompagnateurs.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 63510000 - Services d'agences de voyages et services similaires.

1.2.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaires. 2 titulaires seront retenus.

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 142 999 € HT.

1.2.4 Durée de l'accord-cadre

1.2.4.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter de sa date de notification.

1.2.4.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Les marchés subséquents notifiés avant la date de fin de l'accord cadre continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

1.2.4.3 Fractionnement des prestations

1.2.4.3.1 **Tranche ferme**

L'accord-cadre comporte une tranche ferme et aucune tranche optionnelle.

1.2.4.3.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

1.2.5 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 35 - Ille-et-Vilaine (FR-35).

Les prestations des marchés subséquents s'étendront en France et à l'étranger.

1.2.6 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

1.2.7 Marchés de prestations similaires

Sans objet.

1.2.8 Régime financier

1.2.8.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne contient pas de prix. Le candidat s'engage sur un taux de marge qui s'applique sur les prestations de voyages des marchés subséquents. Ce taux restera fixe durant toute la durée de l'accord cadre.

Les prix des marchés subséquents sont forfaitaires.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site, le cas échéant ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS)
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS

1.2.8.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

1.2.8.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

1.2.9 Dispositions diverses

1.2.9.1 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions entre le représentant de l'acheteur et le titulaire :

Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet

En temps que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives;
- points techniques ouverts;
- bilan des actions non closes;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications;
- définition des tâches à venir.

1.2.9.2 Relation Fournisseurs

Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des Achats de l'Etat. Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt. L'ENSAB s'inscrit dans cette charte.

Le(s) titulaire(s) est/sont invité(s) à en prendre connaissance à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/charte_deontologie_dae.pdf?v=1680163773

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents, tant contractuels que fonctionnaires, dans ses activités.

Achats responsables

L'acheteur souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

1.2.10 Notification des informations

1.2.10.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

1.2.10.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

1.2.10.3 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

1.2.11 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

1.2.12 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, *par voie postale, sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>, par mail avec accusé de réception.*

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

1.2.13 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

L'acheteur se réserve le droit d'exclure le titulaire de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents dans les hypothèses suivantes :

- mauvaise exécution ou défaillance dans le cadre de marchés subséquents ;
- en cas de résiliation d'un marché subséquent de l'accord cadre pour faute du titulaire.

L'exclusion de l'accord-cadre est alors prononcée par l'acheteur.

La décision d'exclusion est notifiée au titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion de l'accord cadre ne peut intervenir qu'après que le titulaire de l'accord-cadre ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un titulaire à l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

1.2.14 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre, soit à l'égard d'un titulaire en particulier (résiliation individuelle) soit à l'égard de l'ensemble des titulaires (résiliation collective).

Suite à une résiliation pour faute d'un marché, l'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute.

Pour défaut de réponse aux consultations, l'acheteur peut prononcer, sans indemnité, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire :

- qui n'aurait pas répondu, à trois reprises et sans motivation préalable, à l'invitation à présenter une offre à un marché subséquent.
- non-respect du RGPD,
- non-remplacement de la personne nommément désignée.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés en cours d'exécution.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG de référence, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne perçoit pas d'indemnités de résiliation.

1.2.15 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

1.2.16 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes (35).

Article 2 - MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

2.1 Modalités de passation des marchés subséquents

Pour chaque remise en concurrence, les titulaires de l'accord cadre seront invités à remettre une offre.

Les documents de consultation de chaque marché subséquent seront diffusés sur la plate-forme des achats de l'Etat-PLACE. Chaque titulaire recevra une lettre d'invitation.

Les documents comprendront un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrivant les demandes de prestations.

Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés subséquents pourront comporter des prestations supplémentaires éventuelles.

La durée des consultations sera comprise entre 10 et 15 jours pour les voyages jusqu'à 60 participants et entre 17 et 22 jours au-delà.

Les devis et options de réservations émis par les prestataires de voyages, compagnies de trains, aériennes, hébergeurs ont une durée de validité limitée. La durée de validité des offres des titulaires sera de 5 jours.

L'acheteur peut préalablement à la conclusion des marchés subséquents demander au titulaire de l'accord-cadre de compléter son offre, selon les modalités du paragraphe « Négociation » ci-dessous.

L'offre des titulaires décrira l'ensemble des prestations composant le voyage. Elle détaillera les prix de chaque prestation demandée, par exemple transports, hébergement, en séparant les tarifs du groupe des étudiants de celui du groupe des accompagnateurs, selon un tableau de Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) dont le type est présenté ci-dessous :

Nature	Désignation de la prestation	Elément de facturation	TOTAL HT	TVA	TOTAL TTC
Transport	Transport Aller-Retour - Etudiants	Prix pour le groupe étudiants			0,00
	Transport Aller-Retour - Accompagnateurs	Prix pour le groupe accompagnateurs			0,00
Hébergement	Hébergement - Etudiants	Prix pour le groupe étudiants			0,00
	Hébergement - Accompagnateurs	Prix pour le groupe accompagnateurs			0,00
Petits-déjeuners	Petit-déjeuners - Etudiants	Prix pour le groupe étudiants			0,00
	Petit-déjeuners - Accompagnateurs	Prix pour le groupe accompagnateurs			0,00
TOTAL	TOTAL des prestations - Etudiants + Accompagnateurs	Prix pour les 2 groupes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Marge	Taux de marge (en %, à compléter dans la cellule ci-contre)		0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	TOTAL des prestations et de la marge	Prix total à payer	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Le nombre de ligne pourra être modulé en fonction des prestations demandées pour constituer l'offre de base. Il n'y a pas de prestation obligatoire dans un voyage. Par exemple, un voyage pourra comporter une prestation petit-déjeuner, mais pas un autre.

Des prestations supplémentaires éventuelles pourront être ajoutées (par exemple excursion). Les prix suivront la même présentation en séparant les « Etudiants » et les « Accompagnateurs ».

Les prix des prestations de voyages indiqués dans l'offre seront identiques à ceux pratiqués par les fournisseurs des prestations. Le prix final sera obtenu en ajoutant le taux de marge.

Le taux de marge est calculé par la formule suivante :

$$\text{Marge} = (\text{Total des prestations} \times \text{Taux de marge défini dans l'accord-cadre}) \times (1 + \text{taux de TVA})$$

Le montant de la marge calculée lors de la notification du marché subséquent ne sera pas révisé lorsque le nombre de voyageur sera inférieur à celui initialement programmé lors de la consultation. En revanche, le montant de la marge sera ajusté lorsque le nombre de voyageurs est augmenté.

Les mêmes modalités de calcul s'appliquent aux prestations supplémentaires éventuelles et aux autres surcoûts éventuels.

L'offre précisera les conditions d'annulation d'un participant au voyage du groupe des étudiants. Le nombre d'accompagnateurs est réputé invariant, sauf cas exceptionnel. Le candidat pourra détailler dans l'offre un montant compensatoire sur les prestations annulées. Il pourra être de plusieurs formes :

- Forfaitaire par participant annulé ;
- Proportionnelle aux montants des prestations annulées ;
- Une combinaison des 2 formes précédentes.

L'offre pourra aussi définir des modalités financières lorsque l'acheteur augmente le nombre de voyageurs après la notification du marché et pour la définition des noms des accompagnateurs.

Les modalités concernant les modifications du nombre de voyageurs du groupe étudiants seront repris dans le DPFG selon la configuration suivante :

Nature	Désignation de la prestation	Elément de facturation	TOTAL HT	TVA	TOTAL TTC
Frais d'annulation J-35	Annulation du voyage pour un participant - Etudiants	Prix par annulation - Etudiants			0,00
Frais d'annulation J-25	Annulation du voyage pour un participant - Etudiants	Prix par annulation - Etudiants			0,00
Frais d'annulation J-15	Annulation du voyage pour un participant - Etudiants	Prix par annulation - Etudiants			0,00
Frais d'annulation J-5	Annulation du voyage pour un participant - Etudiants	Prix par annulation - Etudiants			0,00
Surcoût d'un voyage supplémentaire J-35	Ajout d'un voyage - Etudiants	Prix par ajout - Etudiants			0,00
Surcoût d'un voyage supplémentaire J-25	Ajout d'un voyage - Etudiants	Prix par ajout - Etudiants			0,00
Surcoût d'un voyage supplémentaire J-15	Ajout d'un voyage - Etudiants	Prix par ajout - Etudiants			0,00
Surcoût d'un voyage supplémentaire J-5	Ajout d'un voyage - Etudiants	Prix par ajout - Etudiants			0,00

Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution suivants :

Critères et sous-critères	Pondération
Le Prix, composé des 3 sous-critères suivants :	60
Le prix global du voyage	40
Les coûts engendrés par la baisse du nombre de voyageurs	15
Les coûts engendrés par l'augmentation du nombre de voyageurs	5
La valeur technique : Qualité des prestations du voyage : Transport, Hébergement et Petit-déjeuner en cohérence avec le programme du voyage.	40

Méthode de notation du sous-critère « prix global du voyage » :

Le prix global du voyage sera noté selon la formule suivante :

Note du sous-critère 1 de l'offre = Note maximale x prix le plus bas / prix de l'offre examinée

Méthode de notation du sous-critère « coûts engendrés par la modification du nombre de voyageurs » :

Lorsque le nombre de voyageurs est ajusté après la notification du marché subséquent, le prix global sera modifié. Pour ce critère, l'évaluation supposera uniquement une modification du nombre de voyageurs du groupe des étudiants. Il sera appliqué 2 sous critères :

- Modification du nombre d'étudiants suite à une demande d'annulation :

Les fournisseurs des prestations de voyages peuvent facturer tout ou partie des prestations par l'application des conditions d'annulation définies lors de l'affermissement de la réservation.

Le titulaire déduit des factures les prestations annulées et applique en contrepartie un montant compensatoire sur les prestations annulées définies dans l'offre.

Le coût unitaire d'une annulation sera calculé selon une moyenne des coûts d'une annulation à différentes échéances avant les dates de départs des voyages. Les échéances sont les suivantes : J-35 ; J-25 ; J-15 ; J-5. Le terme J désigne le jour du départ en voyage. Le cas échéant, le coût d'une annulation unitaire sera calculé comme la moyenne d'une annulation globale de 10 % du nombre de voyage du groupe des étudiants.

Le coût des annulations prendra en compte les conditions d'annulation et le calcul du montant compensatoire sur les annulations, versé au titulaire.

La formule suivante sera ensuite appliquée :

Note sous-critère 2 de l'offre = $100 - (\text{coût unitaire d'une annulation d'un voyage d'un étudiant} / \text{prix unitaire initial d'un voyage du groupe étudiants}) \times 100$

- Augmentation du nombre d'étudiants :

L'offre du candidat peut définir des surcoûts engendrés par la révision à la hausse du nombre de voyageurs. Ils appliquent en supplément des prix des prestations, généralement inconnues par anticipation lors de la remise de l'offre.

Le coût unitaire de l'ajout d'un voyageur sera calculé selon une moyenne des surcoûts à différentes échéances avant la date de départ du voyage. Les échéances sont les suivantes : J-35 ; J-25 ; J-15 ; J-5. Le terme J désigne le jour du départ en voyage. Le cas échéant, le surcoût unitaire sera calculé comme la moyenne d'un ajout globale de 10 % du nombre de voyage du groupe des étudiants.

La formule suivante sera ensuite appliquée :

Note sous-critère 3 de l'offre = $100 - (\text{pourcentage du surcoût d'un voyage supplémentaire d'un étudiant du groupe étudiants} \times 100)$

Lorsque le résultat de la formule ci-dessus est inférieur à 0, la note du sous-critère est 0.

Méthode de notation du critère technique :

La qualité de l'offre est jugée à partir des éléments fournis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque marché subséquent.

Le critère technique sera jugé en attribuant des notes de 0 à 20 sur l'ensemble des prestations demandées dans le CCTP pour constituer l'offre de base. Chaque prestation constitue un sous-critère.

Les modalités d'appréciation pour les principales prestations sont les suivantes :

- Transport : horaires de départ le premier jour et d'arrivée le dernier jour, les durées des voyages et les durées passées sur les lieux de destination ;
- Hébergement : localisation dans la ville, gamme des chambres attribuées aux étudiants et aux accompagnateurs ;
- Petit-déjeuner : niveau des prestations proposées.

Les notes des sous-critères sont ensuite pondérées par un coefficient défini par l'acheteur selon l'importance des prestations dans le prix global du marché subséquent.

Un classement final des offres est ensuite effectué, sur la base d'une note globale sur 100, résultant de l'addition des notes sur les critères et sous critères définis dans le tableau ci-dessus.

L'offre obtenant la meilleure note est déclarée « Offre économiquement la plus avantageuse ».

Les modalités de remise des offres sont fixées dans l'invitation à remettre une offre pour chaque marché subséquent.

Aucun délai n'est applicable entre l'envoi de la lettre de rejet de l'offre non retenue et la notification du marché subséquent.

Lorsque la déclaration sans suite d'une consultation, ou le dépassement de la durée de validité des offres interviennent pour un motif d'ordre général, aucune indemnisation n'est versée aux titulaires. Si le motif est d'ordre budgétaire, une nouvelle consultation pourra alors être créée avec des demandes de prestations moins onéreuses.

Négociation

Une période de négociation peut être ouverte lors de la passation de chaque marché subséquent. Selon l'article Article R2123-5 du CCP, l'acheteur peut aussi attribuer le marché sans période de négociation.

Les documents de consultation de chaque marché subséquent préciseront les modalités.

La négociation se déroule sous forme de consultation par écrit.

La négociation ne peut ni porter sur les exigences minimales des documents de la consultation, ni sur les critères de jugement des offres.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et qu'elles soient, par nature, régularisables.

Les offres finales sont examinées dans les mêmes conditions que celles applicables aux offres initiales.

Au terme de la négociation, les offres finales demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

2.2 Obligation de réponse

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des marchés subséquents.

Le titulaire de l'accord cadre qui ne souhaite pas soumettre d'offre informe et expose les motifs de sa décision à l'acheteur. Cette information doit parvenir, à l'acheteur, au plus tard 48 heures avant la date limite de remise des offres. En cas de refus non-motivé ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le titulaire de l'accord cadre sera considéré comme manquant à son obligation de réponse.

En cas de manquement à son obligation de réponse, l'acheteur se réserve le droit, à l'égard du titulaire de l'accord-cadre d'appliquer une pénalité d'un montant maximum de 500,00 €.

En outre, lorsqu'un titulaire n'aura pas répondu, à trois reprises et sans motivation préalable, à l'invitation à présenter une offre à un marché subséquent, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre à l'égard de ce seul titulaire selon les modalités prévues au présent document.

En cas d'absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

Article 3 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un marché.

3.2 Fractionnement des prestations

3.2.1 Tranche ferme

Sans objet.

3.2.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

3.3 Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents sera précisée dans les lettres d'invitation à concourir, sans pouvoir dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

3.4 Délais d'exécution des marchés subséquents

Les dispositions d'un marché subséquent s'appliquent dès sa notification.

3.5 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent ;
- Les annexes à l'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché subséquent ;
- L'offre technique du titulaire du marché subséquent ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs ;
- postérieurs à la notification du marché subséquent.

3.6 Conditions d'exécution

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 14 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

3.7 Modalités financières

3.7.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

3.7.2 Prix des marchés subséquents

Les prix sont composés des montants versés aux fournisseurs des prestations augmentés de la marge du titulaire.

Après la notification d'un marché subséquent, le prix total des prestations extérieures ne pourra être augmentés que sur justification, et nécessitera la signature d'un avenant.

3.7.3 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 1 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés par les constats de service fait correspondants.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Avant les dates de voyages, objet des marchés subséquents, les acomptes seront justifiés par les montants des réservations des prestations de voyages. Le montant des acomptes sera limité à 90 % des montants des prestations de voyages. Le solde sera payé après le déroulement du voyage conformément aux conditions prévues au marché ou modifiées par avenant. Si le montant du solde est négatif, le titulaire procédera au remboursement du trop-perçu.

Afin de prononcer le service fait, le titulaire transmettra par courriel tous les documents justifiant la réservation et le paiement des prestations de voyages dès qu'il en a connaissance.

3.7.4 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un marché subséquent peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétents est l'agent comptable de l'ENSAB.

3.7.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé

à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

3.7.6 Présentation des factures

Le titulaire déduit des factures les prestations annulées et applique en contrepartie les pénalités définies dans l'offre.

Sur les factures, les lignes concernant le taux de marge sur les prestations seront isolées des lignes de prestations de voyages. La facturation du groupe des « étudiants » sera séparée du groupe des « accompagnateurs. »

L'acheteur pourra demander au titulaire des documents complémentaires provenant de ces fournisseurs mentionnant les prix des prestations et permettant de justifier les montants des factures.

Si les documents ne sont pas transmis dans un délai de 7 jours calendaires, la facture sera rejetée.

3.7.7 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 4 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS

4.1 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire doit les restituer à la fin du marché subséquent.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

4.2 Obligations du titulaire

4.2.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

4.2.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

4.2.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 300,00 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

4.2.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

4.2.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.2.6 Mesures d'interopérabilité

Le ou les résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs, les éléments ainsi que les liens à prendre en compte sont décrits de façon détaillée dans les cahiers des clauses techniques particulières du présent accord cadre et des marchés subséquents.

4.3 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

4.4 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations environnementales.

4.5 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

4.6 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD) L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) de voyage.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre).

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 1.2.14 du présent CCAP.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur ;

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire ;
- Pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

4.7 Primes

Sans objet.

4.8 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

4.8.1 Pénalités de retard

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation au CCAG de référence, et cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / (200)$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 200 € HT.

4.8.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités liées à l'exécution des prestations sont les suivantes :

- En cas de manquement à son obligation de réponse, l'acheteur se réserve le droit, à l'égard du titulaire de l'accord-cadre, d'appliquer une pénalité maximale de 500,00 € (voir article 2.2) ;
- De par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution. Il ne peut en divulguer les données et informations. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 300,00 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre (voir article 4.2.3) ;
- Pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire (voir article 4.5) ;
- Pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, pour non-tenue du registre des activités de traitement (voir paragraphe 4.5).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

4.8.3 Pénalités liées aux considérations sociales

Sans objet.

4.8.4 Pénalités liées aux considérations environnementales

Sans objet.

4.8.5 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

Sans objet.

4.8.6 Pénalités relatives aux achats de prestations intellectuelles

Sans objet.

4.9 Paiement par carte d'achat

Sans objet.

4.10 Service fait présumé

Sans objet.

4.11 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

4.12 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, à l'acheteur, une attestation actualisée de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, lorsque l'attestation transmise lors de la candidature du présent accord cadre n'est plus valable. L'acheteur bloquera toute action et tout paiement vis-à-vis d'un titulaire pour lequel il ne dispose pas d'une attestation en cours de validité.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Chaque marché subséquent précise le montant de garantie exigé.

4.13 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par courriel, *ou sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>*.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

4.14 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la

mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

4.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 5 - ANNEXES

Sans objet.

Article 6 - Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG :

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
4.8	14.1	Pénalités pour retard
4.8.1	14.1	Pénalités pour retard
1.2.14	42	Résiliation pour motif d'intérêt général